PROCÈS-VERBAL de la séance régulière du conseil de Saint-Mathieu-de-Beloeil tenue au Centre Communautaire André-Guy Trudeau, le **lundi 4 novembre 2019** à compter de **20 h**.

À laquelle sont présents :

Monsieur Normand Teasdale, maire
Monsieur Réal Jean, conseiller, district No. 3
Madame Mona S. Morin, conseillère, district No. 4
Monsieur Stéphan Labrie, conseiller, district No. 5
Monsieur Simon Chalifoux, conseiller, district No. 6

Formant le quorum requis par la Loi sous la présidence du maire, monsieur Normand Teasdale.

Est également présente :

Madame Lyne Rivard, directrice générale et secrétaire-trésorière

Sont absents :

Madame Diane Demers, conseillère, district No. 1
Monsieur Sylvain Lavallée, conseiller, district No. 2

ORDRE DU JOUR

1. CONSTATATION DU QUORUM ET OUVERTURE DE LA SÉANCE

2. ORDRE DU JOUR

2.1 Adoption de l'ordre du jour

3. ADOPTION DES PROCÈS-VERBAUX

3.1 Séance régulière du 7 octobre 2019

4. CORRESPONDANCE ET INFORMATION

4.1 Information de M. le maire (s'il y a lieu)

4.2 Dépôt de la liste de correspondance du mois d'octobre 2019

5. AVIS DE MOTION

5.1 Avis de motion en vue de présenter un projet règlement relatif au traitement des élus municipaux (20.01)

5.2 Avis de motion en vue de présenter un projet de règlement décrétant le taux d'imposition des taxes foncières générales, spéciales et autres compensations ainsi que le taux d'intérêt et le nombre de versements pour l'année 2020 (20.02)

5.3 Avis de motion en vue de présenter un projet règlement établissant les tarifs de la municipalité (20.03)

6. RÈGLEMENTS

7. RAPPORT DES COMITÉS ET COMMISSIONS

7.1 Dépôt du compte-rendu de la rencontre du CCU – 15 octobre 2019

7.2 Dépôt du procès-verbal de la séance ordinaire de la Régie de l'AIBR – 18 septembre 2019

7.3 Dépôt du procès-verbal de la séance ordinaire du Conseil de la MRC de la Vallée-du-Richelieu – 19 septembre 2019

7.4 Dépôt du compte-rendu de la rencontre du CAT de la MRC de la Vallée-du-Richelieu – 1^{er} octobre 2019

- 7.5 Dépôt du compte-rendu de la rencontre du comité de cours d'eau de la MRC de la Vallée-du-Richelieu – 7 octobre 2019
- 7.6 Dépôt des procès-verbaux des séances ordinaires du Conseil d'administration de la Régie intermunicipale de sécurité incendie de la Vallée-du-Richelieu – 11 juillet et 12 septembre 2019

8. ADMINISTRATION

- 8.1 Octroi de mandat - Vérificateur financier externe (auditeur)
- 8.2 Renouvellement de mandat – Conseillers juridiques
- 8.3 Calendrier 2020 des séances régulières du Conseil municipal
- 8.4 Adoption du budget 2020 de la Régie intermunicipale de police Richelieu-Saint-Laurent
- 8.5 Appui à la résolution de la Municipalité de l'Île-Cadieux : Taxe supplémentaire pour l'immatriculation - CMM
- 8.6 Autorisation - Guignolée des médias
- 8.7 Journée de la sensibilisation au cancer de la prostate « Nœudvembre »

9. FINANCES

- 9.1 Acceptation du registre des chèques du mois d'octobre 2019, des prélèvements automatiques et du compte-salaire
- 9.2 Acceptation du bordereau des comptes payables du mois d'octobre 2019
- 9.3 Régie intermunicipale de police Richelieu-Saint-Laurent - Quote-part 2020
- 9.4 Communauté métropolitaine de Montréal - Quote-part provisoire 2020
- 9.5 Partage final des immobilisations transférées lors de la constitution de la Régie - Régie intermunicipale de sécurité incendie de la Vallée-du-Richelieu
- 9.6 Dépôt - État des revenus et dépenses et prévisions budgétaires 2019

10. SÉCURITÉ PUBLIQUE

- 10.1 Adoption du plan de sécurité civile

11. TRANSPORT - CIRCULATION - TRAVAUX PUBLICS

- 11.1 Entente et autres formalités découlant de l'appel d'offres pour l'octroi d'un contrat de fourniture de luminaires de rue au DEL avec services connexes pour le bénéfice des municipalités
- 11.2 Adoption du plan d'intervention
- 11.3 Acquisition d'un terrain appartenant au MTQ (lot 5 906 520) - Autorisation de signature
- 11.4 Décompte progressif No. 6 - Eurovia Québec Construction - Travaux de réfection de la rue de l'Aéroport

12. HYGIÈNE

- 12.1 Collecte des résidus domestiques dangereux (RDD) – Délégation de pouvoir à la Ville d'Otterburn Park pour l'octroi de l'année d'option 2020

13. PERMIS ET INSPECTION

- 13.1 Demande de certificat d'autorisation pour des enseignes sur bâtiment assujetties au règlement sur les PIIA No.97.06 - 2105, chemin de l'Industrie (lot 5 131 058)
- 13.2 Demande de dérogation mineure pour des enseignes sur bâtiment - 2105, chemin de l'Industrie (lot 5 131 058)
- 13.3 Demande de modification au règlement de zonage No. 08.09 - Zone I-16 – 3225 et 3275, chemin de l'Industrie
- 13.4 Demande d'autorisation auprès de la CPTAQ - Lot 5 130 865 - Aliénation d'une partie du lot 5 130 865
- 13.5 Orientation du Conseil - Demande de modification au règlement de zonage - Lots 5 131 701 et 5 131 693
- 13.6 Calendrier des réunions du CCU

14. LOISIRS ET CULTURE

15. PÉRIODE DE QUESTIONS

16. CLÔTURE DE LA SÉANCE

1 - CONSTATATION DU QUORUM ET OUVERTURE DE LA SÉANCE

Constatation du quorum et ouverture de la séance à 20 h 02.

2 - ORDRE DU JOUR

19.235 2.1 - ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

IL EST PROPOSÉ PAR : Monsieur Stéphan Labrie
APPUYÉ DE : Madame Mona S. Morin
ET RÉSOLU à l'unanimité des conseillers :

Que l'ordre du jour soit adopté tel que rédigé.

ADOPTÉE

3 - ADOPTION DES PROCÈS-VERBAUX

19.236 3.1 - SÉANCE RÉGULIÈRE DU 7 OCTOBRE 2019

IL EST PROPOSÉ PAR : Monsieur Réal Jean
APPUYÉ DE : Monsieur Stéphan Labrie
ET RÉSOLU à l'unanimité des conseillers :

Que le procès-verbal de la séance régulière du 7 octobre 2019 soit adopté tel que rédigé.

ADOPTÉE

4 - CORRESPONDANCE ET INFORMATION

4.1 - INFORMATION DE M. LE MAIRE (S'IL Y A LIEU)

Monsieur le maire mentionne la tenue, le 21 octobre dernier, des élections fédérales et profite de l'occasion pour féliciter monsieur Xavier Barsalou-Duval pour sa réélection dans la circonscription de Verchères-Les Patriotes. Il souligne également le travail de notre conseiller municipal monsieur Simon Chalifoux s'étant également présenté comme candidat lors de ces élections.

Il poursuit en mentionnant que les efforts d'embellissement des citoyens, des commerçants et de la Municipalité ont porté fruit et qu'ensemble, ces efforts ont permis à la Municipalité de décrocher un 4^e fleuron dans le cadre du Programme des Fleurons du Québec sur une possibilité de cinq. Il encourage les résidents à poursuivre leurs efforts l'été prochain.

Le maire profite ensuite de la tribune pour répondre à la demande déposée lors de la séance régulière du mois d'octobre concernant la réduction des limites de vitesse sur les chemins Trudeau et Ruisseau Sud. Il mentionne que ces changements ont été apportés à la suite de plusieurs consultations publiques notamment lors de la mise en place de la Politique familiale, de la Politique des aînés et du Plan stratégique. Ces consultations ont résulté d'une volonté des citoyens répondants de sécuriser les routes pour tous les usagers (cyclistes, piétons, etc.) notamment en réduisant les limites de vitesse sur certaines artères.

Dans son processus, la Municipalité a également installé à plusieurs endroits des afficheurs de vitesse afin de mesurer la vitesse des véhicules circulant sur nos routes, nous permettant ainsi de constater que les usagers circulent encore à des vitesses beaucoup trop élevées considérant les limites de vitesses permises.

Il mentionne que la Municipalité travaille également avec les municipalités et villes avoisinantes (Beloeil, Sainte-Julie, Saint-Marc-sur-Richelieu) afin d'élargir le réseau cyclable sur son territoire pour élaborer un réseau communiquant entre les villes. La réduction des limites de vitesse devient donc un facteur à considérer afin d'assurer l'utilisation et la sécurité des voies cyclables.

Pour toutes ces raisons, le Conseil municipal a décidé de ne pas modifier les limites de vitesse actuelles sur les artères faisant l'objet de cette demande.

Pour conclure, monsieur le maire informe que la Municipalité a reçu récemment une communication de la part du ministère des Transports du Québec détaillant l'échéancier de reconstruction du viaduc du Ruisseau Nord prévu en 2020. Les informations reçues de la part du ministère, nous portent à croire que la reconstruction de la montée Lambert devrait suivre celle du viaduc surplombant l'autoroute 20.

4.2 - DÉPÔT DE LA LISTE DE CORRESPONDANCE DU MOIS D'OCTOBRE 2019

Dépôt de la liste de la correspondance du mois d'octobre 2019. Le Conseil prend acte.

- Lettre datée du 25 octobre 2019
Ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports
Reconstruction du pont du Chemin du Ruisseau - Échéancier de réalisation

5 - AVIS DE MOTION

5.1 - AVIS DE MOTION EN VUE DE PRÉSENTER UN PROJET RÈGLEMENT RELATIF AU TRAITEMENT DES ÉLUS MUNICIPAUX (20.01)

Avis de motion est donné par le conseiller monsieur Réal Jean à l'effet que sera présenté un projet de règlement relatif au traitement des élus municipaux (20.01).

5.2 - AVIS DE MOTION EN VUE DE PRÉSENTER UN PROJET DE RÈGLEMENT DÉCRÉTANT LE TAUX D'IMPOSITION DES TAXES FONCIÈRES GÉNÉRALES, SPÉCIALES ET AUTRES COMPENSATIONS AINSI QUE LE TAUX D'INTÉRÊT ET LE NOMBRE DE VERSEMENTS POUR L'ANNÉE 2020 (20.02)

Avis de motion est donné par le conseiller monsieur Stéphan Labrie à l'effet que sera présenté un projet de règlement décrétant le taux d'imposition des taxes foncières générales, spéciales et autres compensations ainsi que le taux d'intérêt et le nombre de versements pour l'année 2020 (20.02).

5.3 - AVIS DE MOTION EN VUE DE PRÉSENTER UN PROJET RÈGLEMENT ÉTABLISSANT LES TARIFS DE LA MUNICIPALITÉ (20.03)

Avis de motion est donné par le conseiller monsieur Simon Chalifoux à l'effet que sera présenté un projet règlement établissant les tarifs de la municipalité (20.03).

6 – RÈGLEMENTS

7 - RAPPORT DES COMITÉS ET COMMISSIONS

7.1 - DÉPÔT DU COMPTE-RENDU DE LA RENCONTRE DU CCU – 15 OCTOBRE 2019

Dépôt du compte-rendu de la réunion du Comité consultatif d'urbanisme (CCU) tenue le 15 octobre 2019. Le Conseil prend acte.

7.2 - DÉPÔT DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE ORDINAIRE DE LA RÉGIE DE L'AIBR – 18 SEPTEMBRE 2019

Dépôt du procès-verbal de la séance ordinaire de la Régie de l'AIBR tenue le 18 septembre 2019. Le Conseil prend acte.

7.3 - DÉPÔT DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE ORDINAIRE DU CONSEIL DE LA MRC DE LA VALLÉE-DU-RICHELIEU – 19 SEPTEMBRE 2019

Dépôt du procès-verbal de la séance ordinaire du Conseil de la MRC de la Vallée-du-Richelieu tenue le 19 septembre 2019. Le Conseil prend acte.

7.4 - DÉPÔT DU COMPTE-RENDU DE LA RENCONTRE DU CAT DE LA MRC DE LA VALLÉE-DU-RICHELIEU – 1ER OCTOBRE 2019

Dépôt du compte-rendu de la rencontre du CAT de la MRC de la Vallée-du-Richelieu tenue le 1^{er} octobre 2019. Le Conseil prend acte.

7.5 - DÉPÔT DU COMPTE-RENDU DE LA RENCONTRE DU COMITÉ DE COURS D'EAU DE LA MRC DE LA VALLÉE-DU-RICHELIEU – 7 OCTOBRE 2019

Dépôt du compte-rendu de la rencontre du comité des cours d'eau de la MRC de la Vallée-du-Richelieu tenue le 7 octobre 2019. Le Conseil prend acte.

7.6 - DÉPÔT DES PROCÈS-VERBAUX DES SÉANCES ORDINAIRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA RÉGIE INTERMUNICIPALE DE SÉCURITÉ INCENDIE DE LA VALLÉE-DU-RICHELIEU – 11 JUILLET ET 12 SEPTEMBRE 2019

Dépôt des procès-verbaux des séances ordinaires du Conseil d'administration de la Régie intermunicipale de sécurité incendie de la Vallée-du-Richelieu (RISIVR) tenues les 11 juillet et 12 septembre 2019. Le Conseil prend acte.

8 - ADMINISTRATION

19.237 8.1 - OCTROI DE MANDAT - VÉRIFICATEUR FINANCIER EXTERNE (AUDITEUR)

ATTENDU Que la Municipalité a demandé deux (2) soumissions pour l'audit des états financiers de l'exercice 2019;

ATTENDU Que les soumissions suivantes ont été reçues;

Soumissionnaires	Montant (excluant les taxes)
Daniel Tétreault, CPA Inc.	10 950 \$
Raymond Chabot Grant Thornton	17 800 \$

IL EST PROPOSÉ PAR : Madame Mona S. Morin

APPUYÉE DE : Monsieur Stéphan Labrie

ET RÉSOLU à l'unanimité des conseillers :

D'accepter l'offre de services de Daniel Tétreault, CPA Inc. pour la vérification des états financiers (audit pour l'exercice 2019) pour un montant de 10 950,00 \$, excluant les taxes. La dépense est applicable au poste budgétaire 02-130-00-413 et inclut notamment :

- la vérification proprement dite des livres selon les normes reconnues;
- la préparation des états financiers (consolidé et non consolidé) et complétés sur les formulaires du MAMH (prêts à transmettre);
- la préparation des déclarations d'impôt pour l'exercice;
- la rencontre avec la direction générale et le Conseil municipal.

Le préambule fait partie intégrante de la résolution.

ADOPTÉE

19.238 8.2 - RENOUVELLEMENT DE MANDAT – CONSEILLERS JURIDIQUES

ATTENDU Qu'une offre de services a été présentée par la firme Bélanger Sauvé avocats pour le renouvellement du mandat à honoraires fixes pour une période de deux (2) ans;

IL EST PROPOSÉ PAR : Monsieur Réal Jean

APPUYÉ DE : Madame Mona S. Morin

ET RÉSOLU à l'unanimité des conseillers :

Que le mandat à honoraires fixes pour les conseillers juridiques soit renouvelé pour une période de deux (2) ans, à compter du 1^{er} janvier 2020, avec les mêmes services que le contrat présentement en cours, au montant annuel de 9 900 \$, taxes et déboursés en sus, payable en douze (12) versements égaux, soit 825,00 \$ par mois. La dépense sera applicable au poste budgétaire 02-120-00-412.

Le préambule fait partie intégrante de la résolution.

ADOPTÉE

19.239 8.3 - CALENDRIER 2020 DES SÉANCES RÉGULIÈRES DU CONSEIL MUNICIPAL

ATTENDU Que l'article 148 du *Code municipal du Québec* prévoit que le Conseil doit établir, avant le début de chaque année civile, le calendrier de ses séances ordinaires pour la prochaine année, en fixant le jour et l'heure du début de chacune;

IL EST PROPOSÉ PAR : Madame Mona S. Morin
APPUYÉE DE : Monsieur Stéphane Labrie
ET RÉSOLU à l'unanimité des conseillers :

Que le calendrier ci-après soit adopté relativement à la tenue des séances régulières du Conseil municipal pour 2020, qui se tiendront, sauf exception, les lundis et qui débiteront à 20 h :

27 janvier	27 juillet
10 février	10 août
2 mars	8 septembre
6 avril	5 octobre
4 mai	2 novembre
1 ^{er} juin	14 décembre

Qu'un avis public du contenu du présent calendrier soit publié par la directrice générale et secrétaire-trésorière conformément à la loi qui régit la Municipalité.

Le préambule fait partie intégrante de la résolution.

ADOPTÉE

19.240 8.4 - ADOPTION DU BUDGET 2020 DE LA RÉGIE INTERMUNICIPALE DE POLICE RICHELIEU-SAINT-LAURENT

ATTENDU Que le 24 septembre 2019, le Conseil d'Administration de la Régie intermunicipale de police Richelieu-Saint-Laurent a adopté son budget pour l'exercice financier 2020;

ATTENDU Qu'une copie de ce budget a été transmise à la Municipalité de Saint-Mathieu-de-Beloeil;

ATTENDU Que ce budget doit être soumis pour approbation à chacune des organisations municipales membres de la Régie intermunicipale de police Richelieu-Saint-Laurent;

IL EST PROPOSÉ PAR : Monsieur Réal Jean
APPUYÉ DE : Monsieur Stéphane Labrie
ET RÉSOLU à l'unanimité des conseillers :

D'approuver le budget 2020 de la Régie intermunicipale de police Richelieu-Saint-Laurent, tel qu'adopté par son Conseil d'Administration le 24 septembre 2019;

Le préambule fait partie intégrante de la résolution.

ADOPTÉE

19.241 8.5 - APPUI À LA RÉSOLUTION DE LA MUNICIPALITÉ DE L'ÎLE-CADIEUX : TAXE SUPPLÉMENTAIRE POUR L'IMMATRICULATION - CMM

ATTENDU La décision de la CMM d'adopter un règlement concernant l'augmentation de 50 \$ sur les frais d'immatriculation de tous les véhicules de promenade afin de récolter des sommes permettant de diversifier les sources de revenus des sociétés de transport collectif et de développer davantage les services offerts;

ATTENDU Qu'il existe d'autres initiatives pour financer le transport collectif dont, entre autres, le Fonds vert et la taxe Carbone;

ATTENDU Que depuis 1996, la Municipalité de Saint-Mathieu-de-Beloeil ainsi que huit autres municipalités étaient exemptes de payer une taxe supplémentaire de 30 \$ sur les frais d'immatriculation, n'étant pas desservies par un service de transport collectif;

ATTENDU Que pour les citoyens de Saint-Mathieu-de-Beloeil non desservis en transport collectif, le véhicule de promenade est une nécessité essentielle pour leurs déplacements;

ATTENDU Que la Municipalité de Saint-Mathieu-de-Beloeil n'a pas été consultée sur ce règlement;

ATTENDU Que le principe d'utilisateur-payeur devrait être adopté pour ce service;

IL EST PROPOSÉ PAR : Madame Mona S. Morin

APPUYÉE DE : Monsieur Stéphan Labrie

ET RÉSOLU à l'unanimité des conseillers :

Que le Conseil demande à la CMM de renoncer à inclure les 82 municipalités dans l'application du règlement sur l'augmentation de 50 \$ des frais d'immatriculation sur les véhicules de promenade, et de viser uniquement les municipalités desservies par le service de transport collectif;

Que la Municipalité de Saint-Mathieu-de-Beloeil s'oppose à l'augmentation des frais de 50 \$ pour les municipalités non desservies en transport collectif;

Qu'une copie de cette résolution et une demande d'appui soit transmise aux autres municipalités non desservies;

Qu'une copie de cette résolution soit envoyée à Mme Valérie Plante, présidente de la CMM, à M. Guy Pilon, président de la commission de transport, à M. Martin Dampousse, représentant de la Couronne Sud, à M. Jacques Ladouceur, président de la TPECS, à Mme Diane Lavoie, préfète de la MRC de La Vallée-du-Richelieu et représentante à la CMM pour la MRC de La Vallée-du-Richelieu, à M. François Bonnardel, ministre des Transports et à M. Simon Jolin-Barette, député de Borduas.

Le préambule fait partie intégrante de la résolution.

ADOPTÉE

19.242

8.6 - AUTORISATION - GUIGNOLÉE DES MÉDIAS

ATTENDU Que l'organisme le Grain d'Sel a déposé une demande d'autorisation pour la tenue de la Guignolée des médias sur le territoire de la Municipalité de Saint-Mathieu-de-Beloeil le jeudi 5 décembre 2019;

ATTENDU Que cette activité de solidarité sociale permet depuis plusieurs années à l'organisme de récolter des dons servant à bonifier les paniers de près de 80 familles de la région fréquentant le centre d'entraide chaque semaine;

IL EST PROPOSÉ PAR : Madame Mona S. Morin

APPUYÉE DE : Monsieur Réal Jean

ET RÉSOLU à l'unanimité des conseillers :

D'autoriser l'organisme le Grain d'Sel dans le cadre de la 19^e Guignolée des médias d'occuper, pour la journée du 5 décembre 2019 de 6h à 18h30, l'intersection de la rue Bernard-Pilon et du Chemin Nobel (feux de circulation).

Le préambule fait partie intégrante de la résolution.

ADOPTÉE

19.243 8.7 - JOURNÉE DE LA SENSIBILISATION AU CANCER DE LA PROSTATE « NOEUDVEMBRE »

ATTENDU Qu'annuellement 4 600 Québécois recevront un diagnostic de cancer de la prostate et qu'environ 890 mourront de cette maladie;

ATTENDU Que 12 Québécois par jour recevront un diagnostic de cancer de la prostate;

ATTENDU Que PROCURE est le seul organisme de bienfaisance au Québec entièrement consacré à la lutte contre le cancer de la prostate par la recherche, la sensibilisation, l'information et le soutien et que les fonds amassés sont réinvestis exclusivement au Québec;

ATTENDU L'importance de sensibiliser la population de Saint-Mathieu-de-Beloeil au dépistage du cancer de la prostate;

ATTENDU Que la campagne de financement « Nœudvembre » de PROCURE offre l'occasion de porter le nœud papillon pendant tout le mois de novembre, et plus particulièrement la journée du 19 novembre;

IL EST PROPOSÉ PAR : Monsieur Réal Jean

APPUYÉ DE : Monsieur Simon Chalifoux

ET RÉSOLU à l'unanimité des conseillers :

Que le Conseil municipal de Saint-Mathieu-de-Beloeil déclare le 19 novembre comme « La journée de la sensibilisation au cancer de la prostate *Nœudvembre* ».

D'autoriser l'achat de cinq (5) nœuds PROCURE au montant de 40,00 \$ chacun pour un montant total de 200,00 \$, incluant les frais d'expédition, pour soutenir la cause. La dépense est applicable au poste budgétaire 02-190-00-699.

Le préambule fait partie intégrante de la résolution.

ADOPTÉE

9 – FINANCES

19.244 9.1 - ACCEPTATION DU REGISTRE DES CHÈQUES DU MOIS D'OCTOBRE 2019, DES PRÉLÈVEMENTS AUTOMATIQUES ET DU COMPTE-SALAIRE

IL EST PROPOSÉ PAR : Monsieur Réal Jean

APPUYÉ DE : Monsieur Stéphan Labrie

ET RÉSOLU à l'unanimité des conseillers :

D'accepter le bordereau des chèques portant les numéros 8720 à 8782 inclusivement, pour un montant de 1 414 964,65 \$, les prélèvements automatiques au montant de 13 850,90 \$ et le compte-salaires au montant de 48 176,63 \$.

ADOPTÉE

19.245 9.2 - ACCEPTATION DU BORDEREAU DES COMPTES PAYABLES DU MOIS D'OCTOBRE 2019

IL EST PROPOSÉ PAR : Monsieur Réal Jean

APPUYÉ DE : Madame Mona S. Morin

ET RÉSOLU à l'unanimité des conseillers :

D'autoriser le paiement des comptes payables du mois d'octobre 2019 au montant de 45 989,92 \$.

ADOPTÉE

19.246 9.3 - RÉGIE INTERMUNICIPALE DE POLICE RICHELIEU-SAINT-LAURENT - QUOTE-PART 2020

ATTENDU Que la Municipalité doit verser une quote-part annuelle à la Régie intermunicipale de police Richelieu-Saint-Laurent;

ATTENDU Que quatre (4) versements sont exigés pour l'année 2020;

IL EST PROPOSÉ PAR : Monsieur Réal Jean

APPUYÉ DE : Monsieur Simon Chalifoux

ET RÉSOLU à l'unanimité des conseillers :

D'autoriser le paiement de la quote-part 2020 de la Régie intermunicipale de police Richelieu-Saint-Laurent, pour un montant total de 604 318,00 \$ payable en quatre (4) versements égaux de 151 079,50 \$ aux dates suivantes : 1^{er} février, 1^{er} avril, 1^{er} juillet et 1^{er} octobre 2020. La dépense sera applicable au poste budgétaire 02-210-00-951.

Le préambule fait partie intégrante de la résolution.

ADOPTÉE

19.247 9.4 - COMMUNAUTÉ MÉTROPOLITAINE DE MONTRÉAL - QUOTE-PART PROVISOIRE 2020

ATTENDU Que la Municipalité doit verser une quote-part annuelle à la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM);

IL EST PROPOSÉ PAR : Monsieur Stéphan Labrie

APPUYÉ DE : Madame Mona S. Morin

ET RÉSOLU à l'unanimité des conseillers :

D'autoriser le paiement de la quote-part provisoire 2020 de la Communauté métropolitaine de Montréal pour un montant total de 103 570,00 \$. La dépense sera applicable au poste budgétaire 02-690-00-951.

Le préambule fait partie intégrante de la résolution.

ADOPTÉE

19.248 9.5 - PARTAGE FINAL DES IMMOBILISATIONS TRANSFÉRÉES LORS DE LA CONSTITUTION DE LA RÉGIE - RÉGIE INTERMUNICIPALE DE SÉCURITÉ INCENDIE DE LA VALLÉE-DU-RICHELIEU

ATTENDU Que lors de la création de la Régie intermunicipale de sécurité incendie de la Vallée-du-Richelieu (RISIVR), les villes constituantes ont mis en commun leurs immobilisations respectives pour les utiliser désormais dans les opérations de la RISIVR;

ATTENDU Qu'un tableau avait été dressé, représentant la mise en commun des immobilisations.

ATTENDU Qu'il a été constaté que des villes ont contribué plus que d'autres lors de la réunification;

ATTENDU Que les données ont été validées par les représentants de la Régie, les directeurs généraux et les trésoriers des villes et que tous étaient d'accord pour établir le calcul afin de finaliser le partage des immobilisations;

IL EST PROPOSÉ PAR : Monsieur Réal Jean

APPUYÉ DE : Monsieur Stéphan Labrie

ET RÉSOLU à l'unanimité des conseillers :

D'autoriser le paiement de la part établie pour la Municipalité de Saint-Mathieu-de-Beloeil afin de finaliser le partage des immobilisations transférées lors de la constitution de la Régie intermunicipale de sécurité incendie de la Vallée-du-Richelieu (RISIVR) au montant de 100 848,50 \$. La dépense est applicable aux immobilisations.

Le préambule fait partie intégrante de la résolution.

ADOPTÉE

9.6 - DÉPÔT - ÉTAT DES REVENUS ET DÉPENSES ET PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES 2019

Dépôt l'état des revenus et dépenses de la Municipalité de Saint-Mathieu-de-Beloeil au 31 octobre 2019.

Dépôt de l'état des revenus et dépenses de la Municipalité de Saint-Mathieu-de-Beloeil au 31 octobre 2018.

Dépôt des prévisions budgétaires pour l'année 2019.

Le Conseil prend acte.

10 - SÉCURITÉ PUBLIQUE

19.249 10.1 - ADOPTION DU PLAN DE SÉCURITÉ CIVILE

ATTENDU la démarche de planification de sécurité civile entreprise par la Municipalité de Saint-Mathieu-de-Beloeil depuis 2018;

ATTENDU les responsabilités dévolues à la Municipalité dans le cadre de la *Loi sur la sécurité civile*;

ATTENDU les responsabilités de la Municipalité en matière de coordination lorsqu'un sinistre se produit sur son territoire;

ATTENDU les responsabilités de la Municipalité en matière de protection des personnes, des biens et de l'environnement lors d'un sinistre;

ATTENDU la pertinence d'assurer la présence d'une structure municipale de sécurité civile en matière de prévention, préparation, intervention et rétablissement;

ATTENDU la nécessité d'adopter le plan de sécurité civile et des mesures d'urgence tel que préconisé par la *Loi sur la sécurité civile* (2001);

ATTENDU Que cette préparation doit être maintenue opérationnelle et faire l'objet d'un suivi régulier auprès du Conseil municipal;

IL EST PROPOSÉ PAR : Monsieur Réal Jean

APPUYÉ DE : Monsieur Simon Chalifoux

ET RÉSOLU à l'unanimité des conseillers :

Que le conseil adopte le plan de sécurité civile et des mesures d'urgence de la Municipalité de Saint-Mathieu-de-Beloeil.

Que cette résolution abroge tout plan de sécurité civile adopté antérieurement par la Municipalité.

Le préambule fait partie intégrante de la résolution.

ADOPTÉE

11 - TRANSPORT - CIRCULATION - TRAVAUX PUBLICS

19.250 11.1 - ENTENTE ET AUTRES FORMALITÉS DÉCOULANT DE L'APPEL D'OFFRES POUR L'OCTROI D'UN CONTRAT DE FOURNITURE DE LUMINAIRES DE RUE AU DEL AVEC SERVICES CONNEXES POUR LE BÉNÉFICE DES MUNICIPALITÉS

ATTENDU Que l'article 14.7.1 du *Code municipal* prévoit qu'une municipalité peut conclure avec la Fédération québécoise des municipalités (FQM) une entente ayant pour but l'achat de matériel ou de matériaux, l'exécution de travaux ou l'octroi d'un contrat d'assurance ou de fourniture de services par la FQM au nom de la Municipalité;

ATTENDU Que la FQM a adopté une Politique de gestion contractuelle pour l'adjudication de contrats dans le cadre de regroupements d'achats comme c'est le cas en l'espèce;

ATTENDU Que, dans le respect de sa politique de gestion contractuelle, la FQM a lancé un appel d'offres pour l'octroi d'un contrat de fourniture de luminaires de rue au DEL incluant l'installation ainsi que des services d'analyse écoénergétique et de conception (ci-après l' « **Appel d'offres** ») au bénéfice des municipalités;

ATTENDU Qu'Énergère Inc. a déposé la soumission ayant obtenu le pointage le plus élevé et s'est vu adjuger un contrat conforme aux termes et conditions de l'Appel d'offres, la FQM étant responsable de l'exécution de ce contrat (ci-après le « **Contrat** »);

ATTENDU Que pour bénéficier des termes et conditions du Contrat, la Municipalité de Saint-Mathieu-de-Beloeil doit conclure une entente avec la FQM;

ATTENDU Que la Municipalité de Saint-Mathieu-de-Beloeil souhaite bénéficier des termes et conditions du Contrat intervenu entre la FQM et Énergère;

ATTENDU Que la FQM accepte de signer une entente avec la Municipalité de Saint-Mathieu-de-Beloeil pour que cette dernière puisse adhérer au Contrat;

IL EST PROPOSÉ PAR : Madame Mona S. Morin

APPUYÉE DE : Monsieur Simon Chalifoux

ET RÉSOLU à l'unanimité des conseillers :

Que la Municipalité de Saint-Mathieu-de-Beloeil participe à l'Appel d'offres lancé par la FQM et bénéficie des termes et conditions découlant du Contrat et, à cette fin, y adhère;

D'autoriser monsieur Normand Teasdale, maire et madame Lyne Rivard, directrice générale et secrétaire-trésorière à signer une entente avec la FQM lui permettant d'adhérer au Contrat;

D'autoriser madame Lyne Rivard, directrice générale et secrétaire-trésorière à requérir la réalisation, pour le compte de la Municipalité de Saint-Mathieu-de-Beloeil, de l'analyse d'opportunité et, le cas échéant, de l'analyse de faisabilité prévues à l'Appel d'offres;

D'autoriser la directrice générale ou toute personne qu'elle désigne à transmettre tout document ou effectuer toute formalité découlant de l'entente à être signé avec la FQM, de l'Appel d'offres ou du Contrat.

Le préambule fait partie intégrante de la résolution.

ADOPTÉE

19.251 11.2 - ADOPTION DU PLAN D'INTERVENTION

ATTENDU la teneur du plan d'intervention produit le 8 août 2019;

ATTENDU Que ledit plan d'intervention doit être soumis au Ministre des Affaires municipales et de l'habitation et que celui-ci doit servir de base à l'adoption, par le Conseil municipal, d'une programmation des travaux à être réalisés;

IL EST PROPOSÉ PAR : Monsieur Réal Jean

APPUYÉ DE : Monsieur Simon Chalifoux

ET RÉSOLU à l'unanimité des conseillers :

D'adopter le plan d'intervention tel que présenté et soumis au Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation le 8 août 2019.

Le préambule fait partie intégrante de la résolution.

ADOPTÉE

**19.252 11.3 - ACQUISITION D'UN TERRAIN APPARTENANT AU MTQ (LOT 5 906 520) -
AUTORISATION DE SIGNATURE**

ATTENDU Qu'une partie de la pointe du chemin du Ruisseau Nord et de la rue Provost appartient au MTQ;

ATTENDU Qu'il y a lieu de demander au MTQ la cession de cette superficie pour régulariser cette emprise afin de l'utiliser à des fins municipales;

ATTENDU Qu'une demande d'acquisition a été adressée au MTQ;

IL EST PROPOSÉ PAR : Madame Mona S. Morin

APPUYÉE DE : Monsieur Stéphan Labrie

ET RÉSOLU à l'unanimité des conseillers :

D'autoriser la directrice générale et secrétaire-trésorière et M. le maire ou son substitut à signer le contrat de cession pour le lot 5 906 520.

Le préambule fait partie intégrante de la résolution.

ADOPTÉE

**19.253 11.4 - DÉCOMPTE PROGRESSIF NO. 6 - EUROVIA QUÉBEC CONSTRUCTION -
TRAVAUX DE RÉFECTION DE LA RUE DE L'AÉROPORT**

IL EST PROPOSÉ PAR : Monsieur Simon Chalifoux

APPUYÉ DE : Monsieur Stéphan Labrie

ET RÉSOLU à l'unanimité des conseillers :

D'autoriser, suivant l'acceptation des travaux et selon le tableau des coûts déposés par Consumaj experts conseils, daté du 23 octobre 2019 et vérifié par le M. Pierre Tremblay ing., pour les travaux de réfection de la rue de l'Aéroport, exécutés par Eurovia Québec Construction, le paiement de la facture au montant de 94 614,81 \$ incluant les taxes et la retenue contractuelle de 5 %, mais excluant la garantie de 25 000 \$. La dépense est applicable au règlement d'emprunt No. 17.05.

ADOPTÉE

12 – HYGIÈNE

**19.254 12.1 - COLLECTE DES RÉSIDUS DOMESTIQUES DANGEREUX (RDD) –
DÉLÉGATION DE POUVOIR À LA VILLE D'OTTERBURN PARK POUR L'OCTROI DE
L'ANNÉE D'OPTION 2020**

ATTENDU Que l'article 14.4 du *Code municipal du Québec* permet aux municipalités de procéder à une demande commune de soumissions publiques pour l'adjudication d'un contrat de fournitures de services;

ATTENDU Que les municipalités de McMasterville, Mont-Saint-Hilaire, Otterburn Park, Saint-Basile-le-Grand, Saint-Jean-Baptiste et Saint-Mathieu-de-Beloeil ont pris part à une demande commune de soumissions publiques relativement au contrat de collecte et élimination des résidus domestiques dangereux pour les années 2018, 2019 et qu'elles souhaitent se prévaloir de l'année d'option 2020;

IL EST PROPOSÉ PAR : Monsieur Réal Jean

APPUYÉ DE : Monsieur Simon Chalifoux

ET RÉSOLU à l'unanimité des conseillers :

Que le Conseil municipal de la Municipalité de Saint-Mathieu-de-Beloeil délègue à la Ville d'Otterburn Park, conformément à l'article 14.4 du *Code municipal du Québec* les pouvoirs nécessaires afin de procéder à l'octroi de l'année d'option 2020 relative au contrat de collecte et d'élimination des résidus domestiques dangereux, et ce, pour les municipalités de McMasterville, Mont-Saint-Hilaire, Otterburn Park, Saint-Basile-le-Grand, Saint-Jean-Baptiste et Saint-Mathieu-de-Beloeil.

Le préambule fait partie intégrante de la résolution.

ADOPTÉE

13 - PERMIS ET INSPECTION

19.255 13.1 - DEMANDE DE CERTIFICAT D'AUTORISATION POUR DES ENSEIGNES SUR BÂTIMENT ASSUJETTIES AU RÈGLEMENT SUR LES PIIA NO.97.06 - 2105, CHEMIN DE L'INDUSTRIE (LOT 5 131 058)

ATTENDU Qu'à la suite des recommandations formulées par le Comité consultatif d'urbanisme lors de la présentation du projet par les requérants le 10 septembre 2019, une nouvelle proposition relative à la demande de certificat d'autorisation pour une enseigne sur bâtiment assujettie au règlement sur les PIIA No. 97.06 a été déposée pour les entreprises Granit Innovation R.K., Propolis-etc. et un futur locataire pour la propriété située au 2105, chemin de l'Industrie (lot 5 131 058) ;

ATTENDU Qu'un (1) élément ne rencontre pas les normes et qu'une demande de dérogation mineure a été déposée à cet effet ;

ATTENDU Que la dimension, la localisation, le design, la couleur, la qualité des matériaux et l'éclairage assurent une harmonisation avec le secteur environnant ;

ATTENDU Que le projet respecte les objectifs et critères du PIIA ;

ATTENDU les recommandations du CCU ;

IL EST PROPOSÉ PAR : Monsieur Simon Chalifoux

APPUYÉ DE : Monsieur Réal Jean

ET RÉSOLU à l'unanimité des conseillers :

D'accepter, conditionnellement à l'obtention d'une dérogation mineure pour l'élément ne rencontrant pas les normes, l'émission du certificat d'autorisation pour une enseigne sur bâtiment pour les entreprises Granit Innovation R.K. et Propolis-etc. pour la propriété située au 2105, chemin de l'Industrie (lot 5 131 058), selon les plans qui ont été déposés au bureau municipal.

Le préambule fait partie intégrante de la résolution.

ADOPTÉE

19.256 13.2 - DEMANDE DE DÉROGATION MINEURE POUR DES ENSEIGNES SUR BÂTIMENT - 2105, CHEMIN DE L'INDUSTRIE (LOT 5 131 058)

ATTENDU Qu'une demande de dérogation mineure a été déposée et qu'elle a pour but d'autoriser trois (3) enseignes sur bâtiment pour les entreprises Granit Innovation R.K. Inc., Propolis-etc. et une éventuelle société d'une superficie de 17,54 mètres carrés occupant le bâtiment situé au 2105, chemin de l'Industrie (lot 5 131 058);

ATTENDU Qu'actuellement, l'article 1271 du règlement de zonage No. 08.09 indique que la superficie maximale autorisée est de 6,0 mètres carrés;

ATTENDU Que la demande ne va pas à l'encontre des objectifs du plan d'urbanisme;

ATTENDU Que l'application du règlement de zonage causerait un préjudice sérieux au requérant puisqu'il ne pourrait pas installer d'enseigne ;

ATTENDU les recommandations du CCU ;

IL EST PROPOSÉ PAR : Monsieur Stéphane Labrie

APPUYÉ DE : Monsieur Réal Jean

ET RÉSOLU à l'unanimité des conseillers :

D'accepter la dérogation mineure pour les enseignes des entreprises Granit Innovation R.K., Propolis-etc. et une future société occupant le bâtiment situé au 2105, chemin de l'Industrie (lot 5 131 058) aux conditions suivantes :

1. Les enseignes doivent être installées en façade sur un bandeau de couleur noire d'une longueur de 19,20 mètres et d'une largeur de 2,74 mètres;

2. Chaque enseigne doit avoir une superficie maximale de 17,54 mètres carrés (6,40 mètres x 2,74 mètres);
3. Un (1) établissement (société) ne peut utiliser plus d'un (1) boitier pour s'afficher;
4. Une distance minimale d'un (1) mètres entre les enseignes doit être respectée;
5. L'enseigne sur poteau existante doit s'harmoniser avec les enseignes sur bâtiments projetées (couleur, style d'écriture, logo, etc.).

Le préambule fait partie intégrante de la résolution.

ADOPTÉE

19.257 13.3 - DEMANDE DE MODIFICATION AU RÈGLEMENT DE ZONAGE NO. 08.09 – ZONE I-16 - 3225 ET 3275, CHEMIN DE L'INDUSTRIE

ATTENDU Qu'une demande de modification au règlement de zonage a été déposée à nos bureaux par le propriétaire du 3225 et 3275 chemin de l'Industrie afin d'ajouter dans la zone I-16, située sur le chemin de l'Industrie, des usages commerciaux, plus précisément les usages services professionnels (ingénieurs, etc.) et services juridiques (notaire, etc.) et que celle-ci a été présentée au CCU;

ATTENDU Que la zone C-8, à proximité de la zone I-16, permet l'usage d'autres services professionnels (architecture, génie, comptabilité, évaluation foncière, arpenteurs-géomètres, urbanisme, environnement) et services juridiques (avocats, notaires et huissiers);

ATTENDU Que l'article 3.4.1 du règlement du plan d'urbanisme No. 08.08 indique que la Municipalité souhaite accroître le nombre d'industries dans le secteur de la rue de l'Industrie qui bénéficie d'une excellente visibilité depuis l'autoroute Jean-Lesage;

ATTENDU Que l'article 3.4.2 du règlement du plan d'urbanisme No. 08.08 mentionne que l'enjeu No.8 est de développer le potentiel industriel du secteur localisé en bordure de la voie de service au nord de l'autoroute Jean-Lesage (rue de l'Industrie);

ATTENDU les recommandations du CCU;

IL EST PROPOSÉ PAR : Monsieur Réal Jean

APPUYÉ DE : Monsieur Stéphan Labrie

ET RÉSOLU à l'unanimité des conseillers :

De refuser la demande de modification au règlement de zonage déposée par le propriétaire du 3225 et 3275 chemin de l'Industrie afin d'ajouter dans la zone I-16, située sur le chemin de l'Industrie, des usages commerciaux, plus précisément les usages services professionnels (ingénieurs, etc.) et services juridiques (notaire, etc.).

Le préambule fait partie intégrante de la résolution.

ADOPTÉE

19.258 13.4 - DEMANDE D'AUTORISATION AUPRÈS DE LA CPTAQ - LOT 5 130 865 - ALIÉNATION D'UNE PARTIE DU LOT 5 130 865

ATTENDU Que la demande concerne le lot 5 130 865 du cadastre du Québec et que le terrain est localisé dans la zone PRO-2;

ATTENDU Que Corporation Maybach Inc. a présenté à la Municipalité une demande afin d'obtenir de la Commission de protection du territoire agricole du Québec l'autorisation d'aliéner une partie du lot 5 130 865 en faveur de monsieur Maxime Rémillard, propriétaire des lots 5 131 670 et 5 131 692 contigus à la parcelle visée;

ATTENDU Que la dimension du terrain concerné est de 0,34906 hectares;

ATTENDU Que la demande vise à consolider la fonction résidentielle des lots 5 131 670 et 5 131 692;

ATTENDU Que le lot n'est pas actuellement utilisé à des fins agricoles;

ATTENDU Que la demande vise à attacher le lac artificiel et le chemin d'accès de la ferme équestre, localisés sur la partie de lot concernée, aux lots contigus à vocation résidentielle;

ATTENDU Que de l'avis du Conseil et selon les critères prévus à l'article 62 de la *Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles*, une décision favorable de la CPTAQ n'aurait pas pour effet de porter atteinte au territoire et aux activités agricoles;

ATTENDU Que l'article 50 du règlement de lotissement No. 08.10 stipule que tout lot ou terrain destiné à être construit ou occupé par un usage autre qu'agricole ou protection doit être adjacent à une rue publique conforme aux dispositions du présent règlement et avoir un accès direct à une voie de circulation publique;

ATTENDU Que le projet est conforme aux dispositions du règlement de zonage que dans la mesure où cette partie de lot soit rattachée aux lots contigus par opération cadastrale, et fasse l'objet d'un regroupement de lots, afin que le terrain soit adjacent à une rue publique;

IL EST PROPOSÉ PAR : Monsieur Réal Jean

APPUYÉ DE : Monsieur Simon Chalifoux

ET RÉSOLU à l'unanimité des conseillers :

D'appuyer la demande d'autorisation auprès de la CPTAQ pour l'aliénation d'une partie du lot 5 130 865, à la condition que le lac artificiel et le chemin d'accès de la ferme équestre soient rattachés aux lots contigus par opération cadastrale (regroupement de lots) et que cette partie de lot soit adjacente à une rue publique.

Le préambule fait partie intégrante de la résolution.

ADOPTÉE

19.259

13.5 - ORIENTATION DU CONSEIL - DEMANDE DE MODIFICATION AU RÈGLEMENT DE ZONAGE - LOTS 5 131 701 ET 5 131 693

ATTENDU Qu'une demande de modification au règlement de zonage No. 08.09 a été déposée par l'entreprise Équipements LCM Inc. pour la zone A-48 située sur la rue Provost;

ATTENDU Que les lots 5 131 701 et 5 131 693, visés par la demande, ont une affectation agricole au schéma d'aménagement de la MRC;

ATTENDU Que cette demande vise à modifier la grille des usages et des normes autorisés dans la zone A-48 du règlement de zonage No. 08.09;

ATTENDU Que l'entreprise a complété le formulaire de demande de modification au règlement de zonage et a acquitté les frais inhérents à celle-ci;

ATTENDU Que le Service de l'urbanisme devra prendre connaissance et analyser son projet versus la réglementation en vigueur, notamment : le schéma d'aménagement, le plan d'urbanisme, le règlement de zonage et sa grille des usages et des normes de la zone A-48;

ATTENDU Que le dossier doit aussi être étudié par le Comité consultatif d'urbanisme;

IL EST PROPOSÉ PAR : Monsieur Réal Jean

APPUYÉ DE : Monsieur Simon Chalifoux

ET RÉSOLU à l'unanimité des conseillers :

Que ce Conseil autorise l'étude par le Service de l'urbanisme de la demande déposée par l'entreprise Équipements LCM Inc.

Le préambule fait partie intégrante de la résolution.

ADOPTÉE

19.260 13.6 - CALENDRIER DES RÉUNIONS DU CCU

ATTENDU Que l'article 148 du *Code municipal du Québec* prévoit que le Conseil doit établir, avant le début de chaque année civile, le calendrier des réunions régulières du Comité Consultatif d'Urbanisme (CCU) pour la prochaine année, en fixant le jour et l'heure du début de chacune;

IL EST PROPOSÉ PAR : Monsieur Réal Jean

APPUYÉ DE : Monsieur Stéphan Labrie

ET RÉSOLU à l'unanimité des conseillers :

11 février	18 août
10 mars	15 septembre
14 avril	13 octobre
12 mai	17 novembre
30 juin	15 décembre

Qu'un avis public du présent calendrier soit publié par la directrice générale et secrétaire-trésorière conformément à la loi qui régit la municipalité et que les dates de tombée dudit calendrier soient respectées par ceux qui ont des demandes à faire parvenir à la Municipalité et que le personnel en soit avisé.

Le préambule fait partie intégrante de la résolution.

ADOPTÉE

14 - LOISIRS ET CULTURE

15 - PÉRIODE DE QUESTIONS

Conformément aux dispositions de la loi, le président invite les personnes présentes à poser des questions aux membres du conseil municipal.

19.261 16 - CLÔTURE DE LA SÉANCE

IL EST PROPOSÉ PAR : Madame Mona S. Morin

APPUYÉE DE : Monsieur Stéphan Labrie

ET RÉSOLU à l'unanimité des conseillers :

Que la présente séance soit et est close à 20 h 57.

ADOPTÉE

Normand Teasdale, maire

Lyne Rivard, directrice générale et secrétaire-trésorière

Je, soussignée, Lyne Rivard, directrice générale et secrétaire-trésorière, certifie par les présentes, qu'il y a des crédits suffisants pour les dépenses décrétées lors de la séance tenue ce 4 novembre 2019.

Lyne Rivard, directrice générale et secrétaire-trésorière

Je soussigné, Normand Teasdale, maire, atteste que la signature du présent procès-verbal équivaut à la signature par moi de toutes les résolutions qu'il contient au sens de l'article 142 (2) du Code municipal.

Normand Teasdale, maire